

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

ERM REALISEE A POPOKABAKA CITE, SECTEUR POPOKABAKA, IPONGI ET MUTSANGA
DANS LA ZONE DE SANTE DE POPOKABAKA DU 10 AU 14 SEPTEMBRE 2025 EH 5625



Contexte

Description de la crise

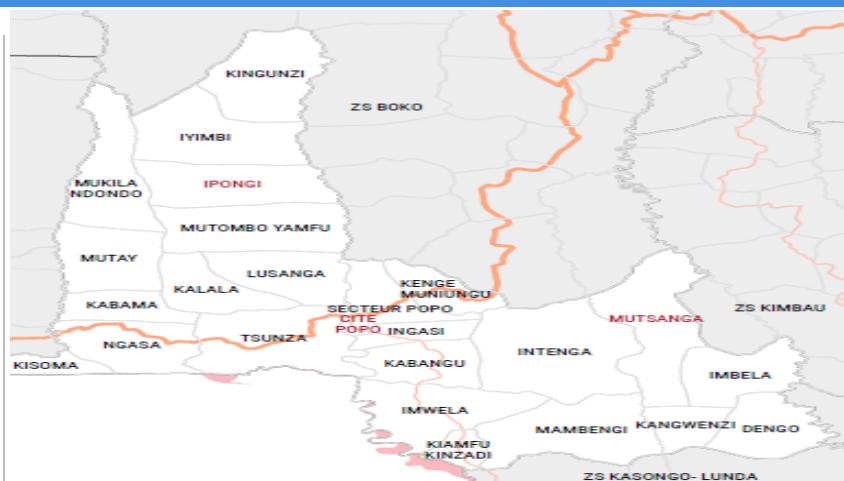
Depuis plus de deux mois, le territoire de Popokabaka, dans la province du Kwango, est le théâtre d'une nouvelle vague de violences qui a provoqué des déplacements massifs de population. La crise est principalement alimentée par les affrontements inter-factions de miliciens armés, notamment dans quelques localités des secteurs de Popokabaka, Yonso et par la persistance de tensions dans le secteur de Lufuna.

L'armée congolaise mène des opérations pour désarmer et réintégrer ces miliciens dans le cadre de l'opération Réserve Armée pour la Défense (RAD). Bien que certains éléments aient déposé les armes, d'autres refusent toujours d'adhérer au processus, ce qui est à l'origine de l'escalade des tensions.

Ce climat de méfiance et de rivalité entre les miliciens pro-RAD et ceux qui y sont réfractaires a engendré un nouveau cycle de déplacements depuis juin 2025. Des milliers d'habitants ont fui leurs villages pour chercher refuge dans des localités considérées comme plus sûres, telles que la Cité Popokabaka et ses environs. Ces nouvelles personnes déplacées viennent s'ajouter à celles déjà présentes depuis les vagues de 2024.

Si des estimations suggèrent que des milliers de personnes sont accueillies par des familles hôtes, aucun chiffre vérifié et unanimement accepté n'est disponible pour le territoire de Popokabaka en raison de l'absence de mécanismes de veille humanitaire. Le caractère fragmenté de la crise rend la collecte de données particulièrement difficile. Cependant, les acteurs sociaux locaux et quelques observateurs s'accordent sur le fait que ce sont des milliers de personnes en situation de déplacement qui sont dans des familles d'accueil (des estimations avoisinant à plus de 30.000 individus, <https://www.ehtools.org/alert-view/5625>).

C'est dans ce contexte d'urgence et de manque d'informations fiables que CAUSE RURALE Asbl, en collaboration avec OCHA et des partenaires humanitaires (CARITAS INTERNATIONALE BELGIQUE, CARITAS KENGÉ, CARITAS POPOKABAKA, SOMMAC et AUDC), a mené une mission d'évaluation inter-organisations du 10 au 14 septembre 2025. L'objectif était d'actualiser les données sur les mouvements de population, d'évaluer les besoins multisectoriels des personnes nouvellement déplacées et de produire un rapport de plaidoyer pour la mobilisation des ressources.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5625	5625	5625
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/05/2025	01/05/2025	01/05/2025
Date de fin de crise	En cours	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	15521	6062	15521
Taille moyenne ménages	7,7	-	
Accès physique	Voiture		
Accès sécuritaire	Non		
Présence de la MONUSCO	Non Pas d'incidents lors de 2 dernières semaines		
Incidents au cours des 2 dernières semaines			
Couverture tél.	30%	(estimation)	

Source : équipe d'évaluation

Voiture
Non
Non Pas d'incidents lors de 2 dernières semaines

EM: Enquêtes ménages ; **IC:** Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Malgré une accalmie isolée, la crise à Popokabaka s'aggravera sans intervention urgente, le risque de réurgence des milices restant majeur.

La détérioration des conditions de vie est inéluctable : l'insécurité alimentaire mènera à une famine généralisée, tandis que le manque criant d'EHA et le système de santé fragilisé garantiront une crise sanitaire majeure (rougeole, typhoïde). La promiscuité liée à la perte d'abris et d'AME continuera de causer des tragédies. À long terme, la déperdition scolaire alarmante déscolarisera une génération, l'exposant à l'enrôlement armé, tandis que la rareté des ressources exacerbera les tensions sociales et l'exploitation (VBG/sexe de survie).

La crise est un cercle vicieux de désespoir exigeant une action coordonnée immédiate.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	2%
18-64 ans	23%	18%
6-17 ans	17%	19%
7 mois-5 ans	8%	7%
0-6 mois	1%	2%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM)²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	100%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	9249				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	4%	59%	-	36%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	4%	-	22%	-	74%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	1%	60%	-	-	39%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	52%	-	-	-	48%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	27%	-	41%	-	59%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	4%	-	48%	-	52%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	2%	11%	88%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	63%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	3%	11%	37%	49%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	0%	0%	15%	35%	44%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	2%	-	1%	-	97%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	31%	43%	26%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	63%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme, fièvre typhoïde, diarrhées aiguës, d'infections respiratoires aiguës, de malnutrition, d'anémie, tuberculose et rougeole				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	81%	-	-	-	19%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	96%	-	-	-	4%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	85%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	65%	-	35%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	56%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

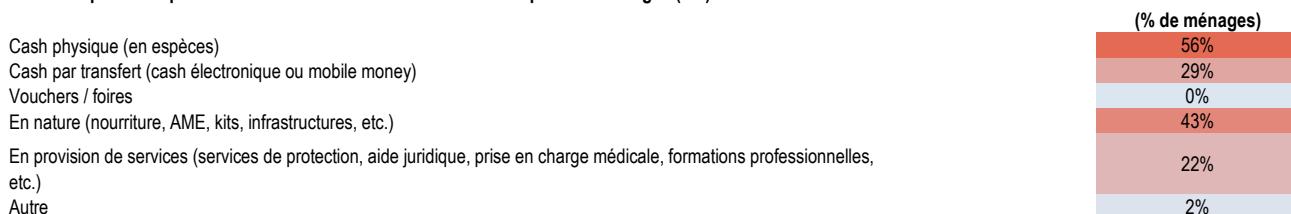
Perspective d'évolution de la crise

Sans intervention urgente, la crise à Popokabaka deviendra une catastrophe incontrôlable.

L'Urgence Absolue en nutrition (MAG 41 %, un repas/jour) et sécurité alimentaire (74 % d'insécurité sévère) mènera à la famine généralisée et à une mortalité massive. La Crise Sanitaire (Rougeole, DAL en Sévérité 5, absence d'eau potable) deviendra incontrôlable. La Promiscuité Extrême et la pression sur l'hospitalité (ratio 74 %) provoqueront l'effondrement social et des déplacements secondaires. La Crise de Protection (Sévérité 5) s'intensifiera par l'exploitation sexuelle et l'enrôlement armé, le décrochage scolaire exposant toute une génération. Enfin, l'aide future sera sapée par la Crise de Redevabilité (AAP), 100 % des populations n'ayant reçu aucune assistance ni canal de plainte.

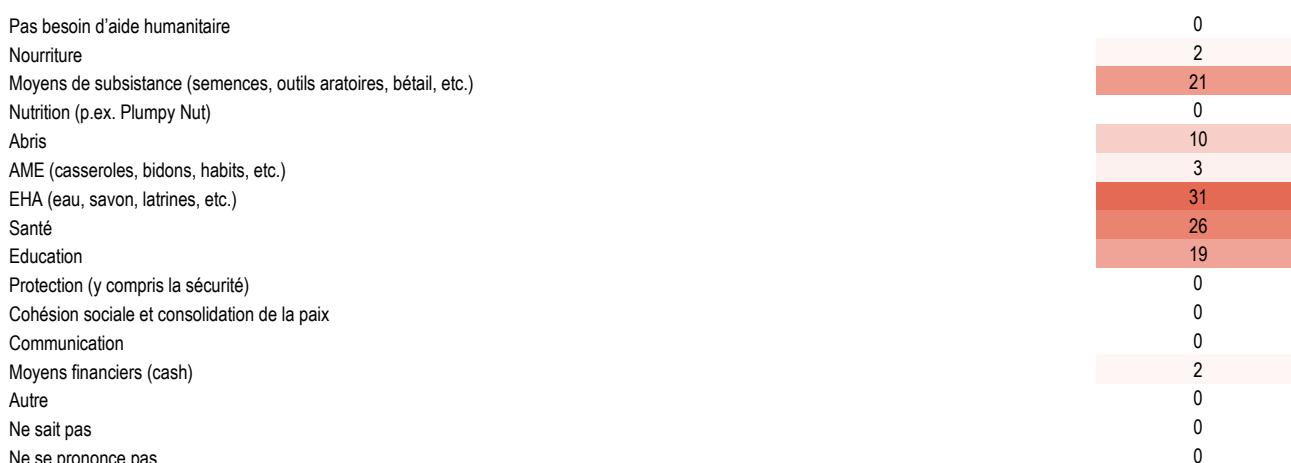
Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²



Types de besoins prioritaires de la population (IC)²

(Fréquence de réponses pondérée)³
Fréquence max. possible: 38



Informations sur l'enquête

Méthodologie

La méthodologie de l'ERM à Popokabaka a été conçue pour être rapide et rigoureuse en contexte de crise, utilisant une approche de triangulation de sources sur quatre localités clés : Cité Popokabaka, Popokabaka Secteur, Ipongi et Mutsanga, et ce sur une période de quatre jours (du 11 au 14 septembre 2025). L'évaluation a reposé sur la boîte à outils REACH/RDC, combinant des approches quantitatives et qualitatives avec une collecte via KoboCollect. L'enquête s'est appuyée sur un total de 120 enquêtes ménages (EM), 17 entretiens avec informateurs clés (IC), et 24 groupes de discussion (GDC).

L'échantillonnage des ménages était à la fois aléatoire simple et raisonnable (choisi), visant à inclure spécifiquement les populations vulnérables comme les PDI. Cette nécessité de ciblage en crise fait que les résultats, bien que basés sur des outils standardisés et menés de manière inter-organisationnelle, sont considérés comme indicatifs plutôt que statistiquement représentatifs de l'ensemble de la zone. Néanmoins, la méthodologie mixte et la triangulation des données garantissent des tendances fiables et convergentes sur les besoins humanitaires critiques, permettant ainsi une planification d'urgence éclairée et efficace.

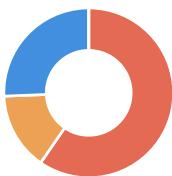
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	Ge déplacement (PDI, retour)	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	11/09/2025	11/09/2025	11/09/2025
Date de fin de l'enquête	14/09/2025	14/09/2025	14/09/2025
Organisation			
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	Oui

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
POPOKABAKA CITE	5514	60	6	8
IPONGI	5061	30	5	7
POPOKABAKA	4225	15	3	4
MUTSANGA	722	15	3	5
Total	-	15521	120	24

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	60%	14%	
Retournés	15%	5%	
Communauté hôte / autochtones	26%	80%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

L'analyse des mouvements de population révèle une pression démographique critique et non durable sur les communautés d'accueil de Popokabaka, due à l'afflux massif de déplacés. Les déplacés internes (60 % des ménages) et les retournés forment la majorité de la population dans la zone d'évaluation. Le ratio de pression démographique (déplacés et retournés par rapport aux hôtes) atteint un niveau alarmant de 74 %, ce qui signifie que pour chaque quatre ménages hôtes, près de trois ménages déplacés sont à soutenir. Cette situation est exacerbée par la taille moyenne élevée des ménages (7,7 personnes), amplifiant l'impact de la crise sur la promiscuité, les AME et l'accès à la nourriture. Près de la moitié des ménages perçoit cette pression comme étant « beaucoup plus » importante que d'habitude, confirmant la fragilité de la cohésion sociale face à l'épuisement des ressources et menaçant le filet de sécurité principal que représente l'hospitalité. L'urgence est donc d'alléger le fardeau des familles hôtes pour prévenir un effondrement social et garantir la survie des déplacés.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	9249	870
Retournés	2295	316
Communauté hôte / autochtones	3976	4871
Réfugiés	0	2
Rapatriés / expulsés	0	2

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

15521 6062

Taille moyenne des ménages (EM)

7,7

-

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

74% 24%

(Réponse IC majoritaire)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

47% ii, beaucoup (plus de la moitié)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

7232

-

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle:
si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	9249
Retournés	2295
Communauté hôte / autochtones	3976
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	15521

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisée lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	12	92%	7	70%	19	83%
	115-125 mm	1	8%	3	30%	4	17%
	>125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	MAG	13	100%	10	100%	23	100%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	3	27%	2	29%	5	28%
	115-125 mm	8	73%	5	71%	13	72%
	>125 mm	8	54%	2	20%	10	46%
	MAG	11	100%	7	100%	18	100%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	15	66%	9	53%	24	59%
	115-125 mm	9	34%	8	47%	17	41%
	>125 mm	8	35%	2	10%	10	27%
	MAG	24	100%	17	100%	41	100%
Femmes enceintes et allaitantes	n	%					
	<185 mm	15	52%				
	185-230 mm	14	48%				
	>230 mm	2	4%				
	MAG	29	100%				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédent l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

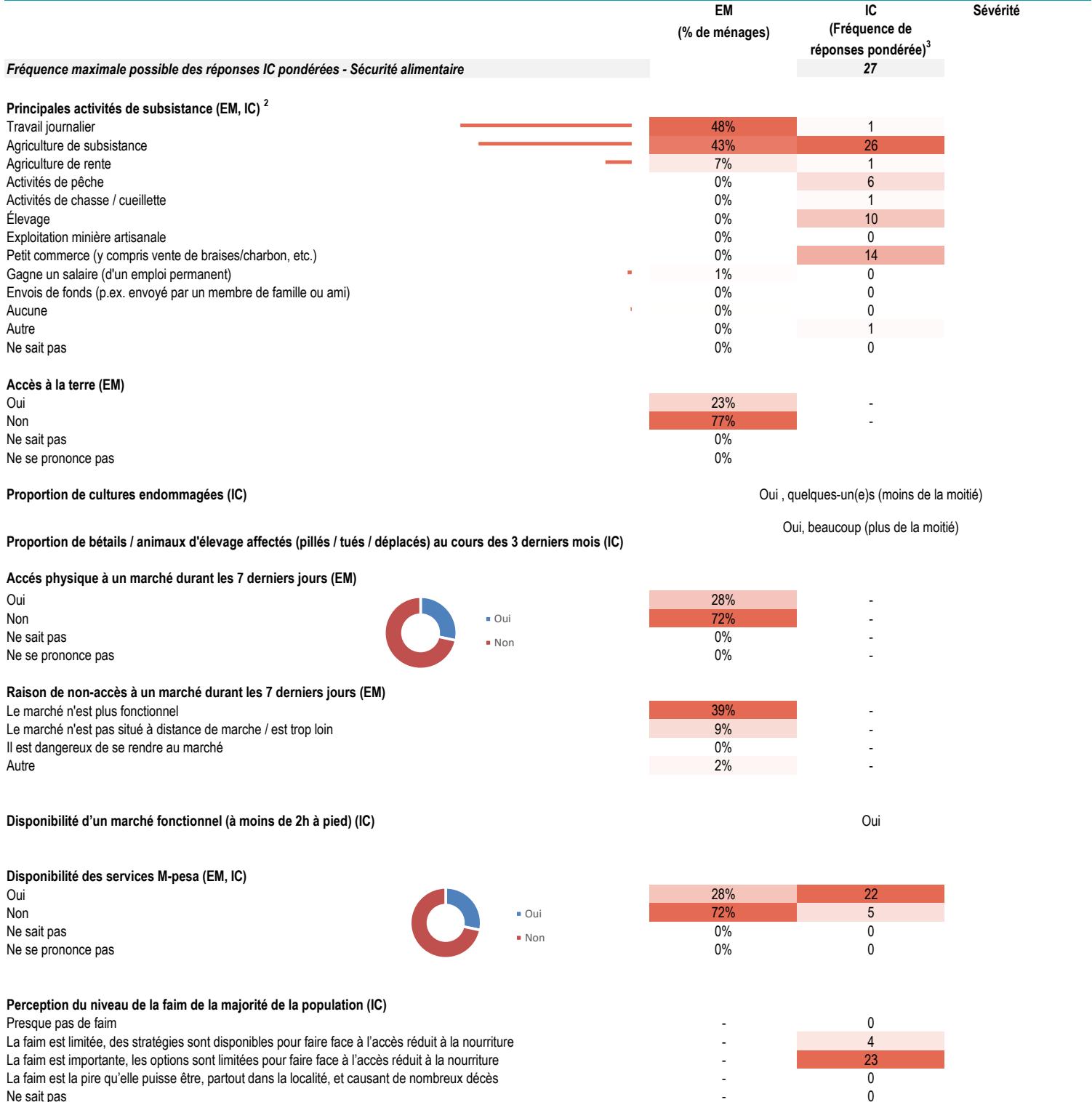
IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	n	n	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	6	2	8		
	115-125 mm	1	2	3		
	MAG	7	4	11		
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	3	3	6		
	115-125 mm	1	1	2		
	MAG	4	4	8		
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	9	5	0		
	115-125 mm	3	3	5		
	MAG	12	8	19		
Femmes enceintes et allaitantes	n					
	<185 mm	3				
	185-230 mm	3				
	MAG	6				

Analyse Nutrition

La situation nutritionnelle à Popokabaka est une urgence absolue, avec des indicateurs de prévalence qui placent la zone dans la catégorie de gravité la plus élevée. La Malnutrition Aiguë Globale (MAG) atteint 41 % des enfants de moins de 5 ans, un chiffre largement au-delà du seuil d'urgence humanitaire. Plus de la moitié des enfants malnutris souffrent de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) et les enfants de moins de deux ans sont les plus affectés. La crise frappe également durablement les mères : 52 % des femmes enceintes et allaitantes (FEFA) sont malnutries, signalant un risque élevé pour la santé des nouveau-nés et un cycle intergénérationnel de la malnutrition. Les professionnels de santé confirment la tendance, bien que la réponse soit entravée par des ruptures d'intrants essentiels (lait thérapeutique, Plumpy Nut) et le détournement des bouillies thérapeutiques par d'autres membres de la famille, signe de l'extrême insécurité alimentaire généralisée. Cette urgence exige une intervention thérapeutique et préventive massive et immédiate pour éviter une catastrophe nutritionnelle.

Sécurité alimentaire



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM)²		27	
Production personnelle	88%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	10%	-	
Marché	2%	-	
Travail pour de la nourriture	54%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	31%	-	
Achat auprès d'un voisin	0%	-	
Petit commerce	1%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	1%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	0%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	36%	-	5
1-2 semaines	59%	-	3
3-4 semaines	4%	-	1
Plus de 4 semaines	1%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)⁴			
Acceptable (>42)	4%	-	1
Limite (>28)	22%	-	3
Pauvre (<=28)	74%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)⁵			
Durable (<4)	1%	-	1
Sous pression (<19)	60%	-	3
Crise / urgence (>19)	39%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire à Popokabaka est en crise extrême, classée en Sévérité 5 (Catastrophe). Le niveau de privation est critique : 74 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire sévère ou pauvre, et la majorité des adultes et des enfants ne mangent qu'un seul repas par jour. Face à ce dénuement, 99 % des ménages ont recours à des stratégies de survie désespérées (CSI/rCSI), dont 60 % sont au niveau de crise ou d'urgence, signalant l'épuisement des mécanismes d'adaptation. Cette crise est structurellement liée à l'effondrement des moyens de subsistance : l'accès à la terre est bloqué pour 73 % des ménages, et 77 % ne possèdent plus de cultures, ce qui entrave la production personnelle, pourtant la principale source de nourriture. Le marché est également inaccessible pour près de 39 % des ménages en raison de la distance ou de l'insécurité. Cette convergence d'un faible Score de Consommation, de stratégies de survie insoutenables et de l'incapacité à se procurer des aliments exige une intervention immédiate (aide alimentaire et cash) pour éviter une catastrophe nutritionnelle généralisée.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris			
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	-	9%	-
En famille d'accueil	88%	-	-
Dans un site spontané	0%	-	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%	-	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	-
Ne sait pas	0%	-	-
Ne se prononce pas	0%	-	-
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)			
Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)			
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	2%	12	
Maison (construction non-durable délabrée)	98%	23	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	0%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	2	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)			
Oui , quelques-uns (moins de la moitié)Aucun(e)			
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	63%	-	4
Non	37%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	7%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	88%		3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

Le secteur des abris est en crise sévère, principalement caractérisée par une promiscuité extrême classée en Sévérité 4 pour plus de 63 % des ménages enquêtés. Cette surcharge est la conséquence directe d'une dépendance quasi-totale à l'hospitalité, la grande majorité des ménages déplacés (88 %) étant logée en famille d'accueil, souvent dans des maisons de construction non-durable délabrée. Le problème majeur n'est pas tant la structure que la surcharge insoutenable des maisons des hôtes, qui accueillent plusieurs ménages dans des espaces prévus pour un seul. Cette promiscuité excessive a des conséquences létales : le décès d'une femme enceinte et de ses deux enfants a été enregistré à Mutsanga, directement lié à ces conditions. Au-delà de cette tragédie, la promiscuité augmente de façon critique les risques sanitaires (propagation rapide de maladies comme la rougeole et la typhoïde) et les risques de protection (intensification des tensions sociales et des VBG). La crise des abris est donc fondamentalement une crise de l'hospitalité sous forte tension, nécessitant un soutien urgent aux familles d'accueil pour éviter l'effondrement du tissu social.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)

Oui
Non
Ne sait pas
Ne se prononce pas



Oui
Non

EM
(% de ménages)

IC

Sévérité

Score card AME

< 1
1 – 1.9
2 – 2.9
3 – 3.9
4 – 5



0%
3%
11%
37%
49%

1
2
3
4
5

Analyse AME

L'analyse du secteur des Articles Ménagers Essentiels (AME) révèle un dénuement quasi universel et critique, puisque plus de 86 % des ménages se trouvent en situation de Sévérité 4 ou 5 (49 % en Sévérité 5), le niveau le plus élevé de manque. Ce déficit, conséquence directe des fuites brusques et des pillages, laisse la grande majorité des populations sans les biens de première nécessité (couchage, cuisine, hygiène). Ce manque a des conséquences directes sur la dignité et la santé, notamment pour les femmes et les filles : la crise de l'hygiène menstruelle est flagrante, avec 79 % des femmes et filles n'utilisant pas de kits d'hygiène adéquats. Ce chiffre alarmant expose cette population à des risques d'infection accrues et compromet leur dignité et leur participation aux activités quotidiennes. La crise des AME est donc un pilier de la vulnérabilité actuelle et nécessite une réponse d'urgence prioritaire pour fournir des biens de première nécessité et des kits d'hygiène menstruelle.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

EM
(% de ménages)

IC
(Fréquence de
réponses pondérées)³

Sévérité

28

Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)

Robinets privés	-	1
Robinets public / bornes fontaines	-	1
Puits à pompe / forage	-	1
Puits creusé aménagé	-	1
Source naturelle aménagée	-	1
Source naturelle non-aménagée	-	31
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	6246
Camion-citerne	-	30
Charrette avec petite citerne	-	1
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	207
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	6209

Type de source d'eau (EM)⁸

Source améliorée	■	0%	-	1
Source non-améliorée	■	65%	-	3
Eau de surface	■	35%	-	4

Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)

<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	63%	-	4
---	-----	---	---

Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)

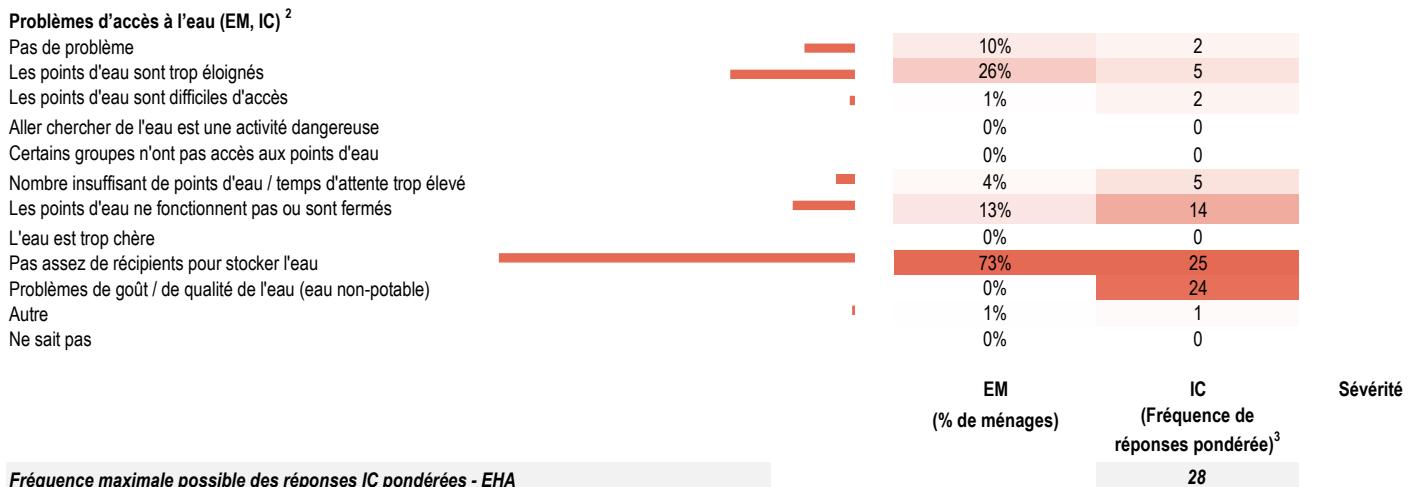
Pour boire	-	-
Pour l'hygiène personnelle	-	-
Pour cuisiner	-	-
Pour d'autres fins domestiques	-	-

Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)

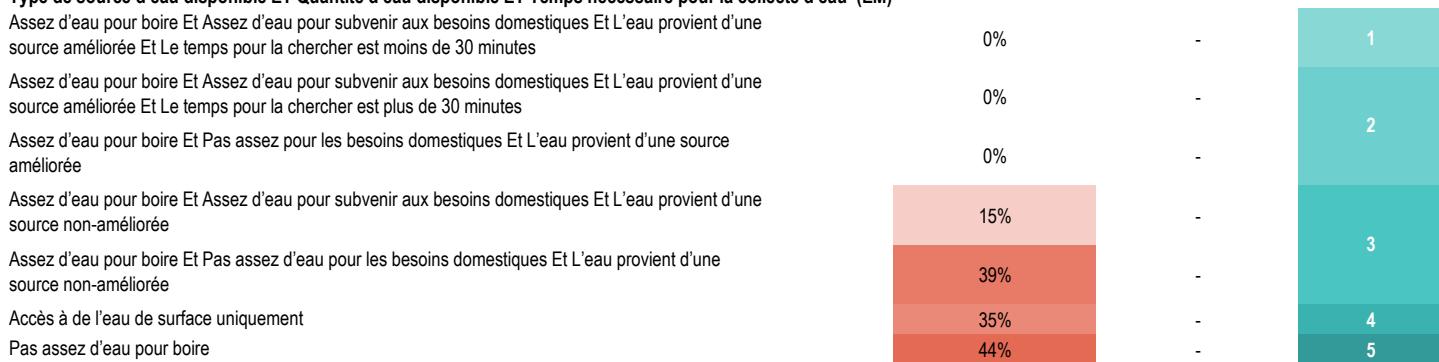
< 30 minutes	■	58%	39%	3%	58%	-
De 31 minutes à 2 heures	■				39%	-
Plus de 2 heures	■				3%	-



Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM)²



Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM)⁷



Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)



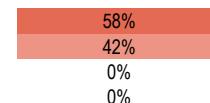
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)

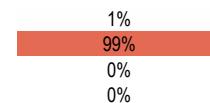
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Non consensus

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)



Latrines séparées par sexe (EM)



Problèmes d'assainissement dans la localité (IC)²

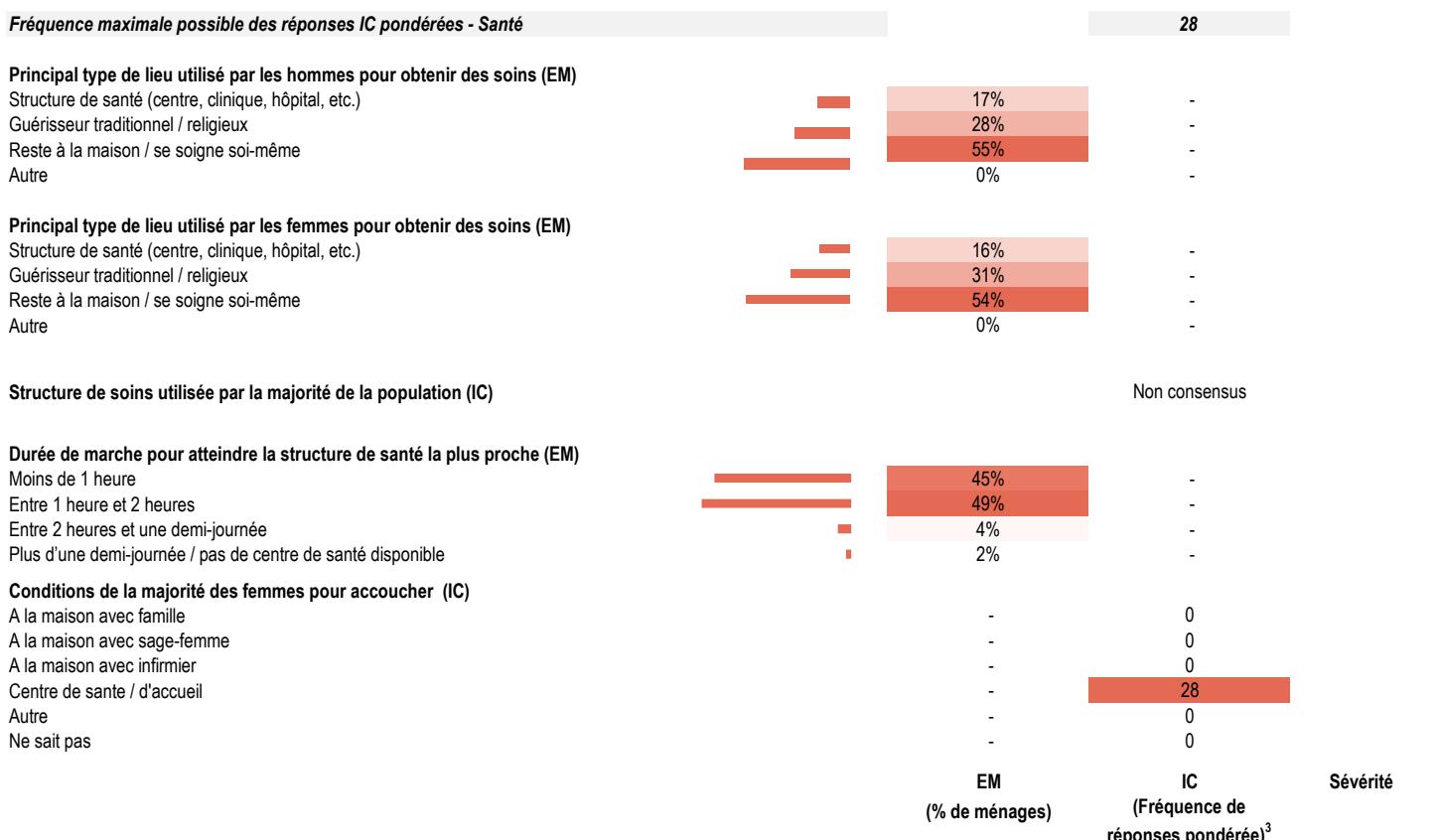




Analyse EHA

Le secteur EHA est confronté à une crise généralisée, atteignant le niveau de Sévérité 4 pour l'eau et de Sévérité 5 pour l'hygiène et l'assainissement, créant un risque épidémique majeur. L'accès à l'eau est critique, avec seulement deux forages fonctionnels pour l'ensemble de la zone, forçant 63 % des ménages à utiliser de l'eau de surface non sécurisée. Le problème n'est pas tant la distance que le coût élevé de l'eau et le manque de récipients pour le stockage, signalés comme des barrières majeures par les informateurs clés. La situation de l'assainissement est catastrophique : la défécation à l'air libre (DAL) est pratiquée par 26 % des ménages, et la grande majorité des latrines est partagée par plus de quatre ménages dans des conditions insalubres. Enfin, l'hygiène est quasi inexistante, puisque seuls 3 % des ménages disposent d'un système fonctionnel de lavage des mains avec eau et savon.

Santé



Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée
Fièvre
Toux

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

63%	-	4
84%	-	
46%	-	

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui
Non
Ne sait pas



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

Paludisme
Infection Respiratoire Aigue
Diarrhées aigues
Typhoïde
Malnutrition aigue globale
Rougeole
Choléra
Fièvre jaune
Fièvre hémorragique
Autre

Cas suspects	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
93	70	
6	15	
0	4	
0	7	
50	29	
337	2	
0	0	
0	0	
0	0	
0	1	

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

La situation sanitaire à Popokabaka est en crise majeure (Sévérité 4), causée par une combinaison d'épidémies actives et de multiples obstacles à l'accès aux soins. La zone fait face à une urgence de maladies hydriques et épidémiques : plus de 60 % des enfants de moins de 5 ans ont souffert de diarrhées récentes, et une épidémie de rougeole est confirmée avec 337 cas recensés. Ces chiffres, conjugués au Paludisme et à la Typhoïde, sont responsables d'une mortalité élevée. L'accès aux soins est sévèrement compromis, non pas tant par la distance (bien que près de la moitié des ménages doive marcher plus d'une heure), mais surtout par des barrières financières et matérielles : les deux principaux obstacles cités sont le manque de moyens pour payer les soins et le manque de médicaments et d'équipements dans les structures. Cette pénurie est confirmée par les professionnels de santé qui rapportent des équipements en manque grave et des médicaments en quantité insuffisante. En conséquence, une partie significative des femmes a recours à l'automédication ou aux guérisseurs traditionnels, ce qui met en évidence l'échec des structures de santé formelles et nécessite une intervention urgente pour lever ces obstacles et contenir la crise épidémique.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)		27	
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	19%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	29,5	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			5
Présence de PSH	4%	-	
Nombre total d'enfants en situation de handicap	2	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	3	-	
Nombre total de personnes agées	1	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
1	1	0	0
2	0	0	0
14	1	19	0
2	0	12	0
0	15	0	17
0	0	0	0
1	0	0	0
0	6	2	27
2	23	0	5
5	11	0	2
17	5	17	15
4	4	2	0
19	7	11	1
0	0	0	0
0	0	1	0
0	0	0	0
2	3	4	7
0	0	3	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²



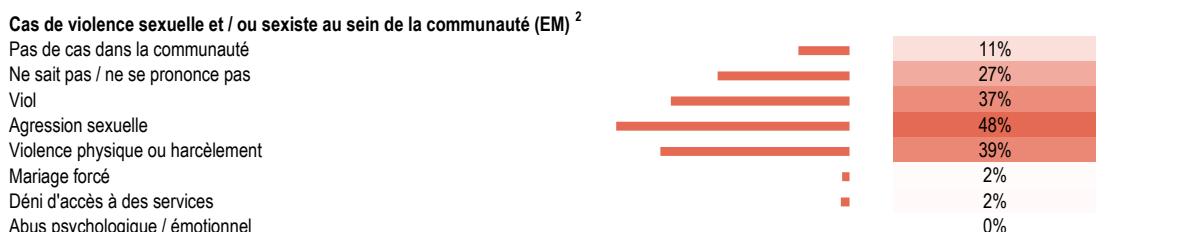
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²



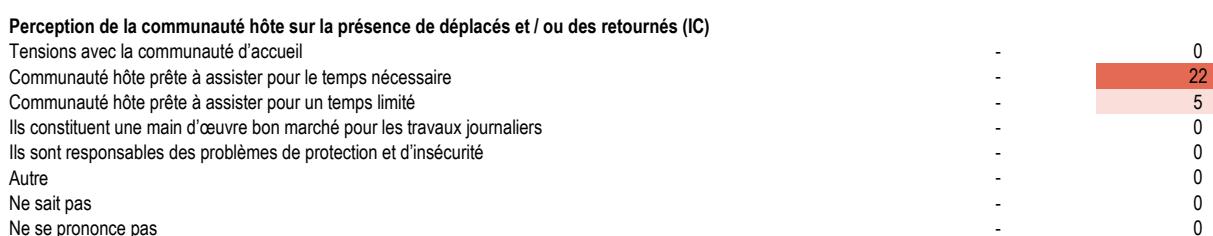
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)



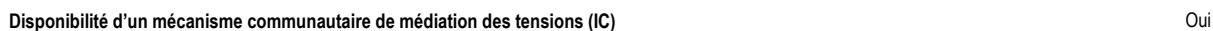
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection



Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)



Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)



Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²		
Aucun problème	-	0
Accaparement des terres	-	18
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0
Accès à la terre pour les PDIs	-	4
Augmentation du coût du loyer	-	0
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	3
Destruction des cultures ou des animaux	-	0
Destruction des étangs piscicoles	-	0
Exploitation des ressources naturelles	-	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0
Insécurité d'occupation	-	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0
Problèmes de limites	-	23
Rareté des terres	-	0
Remise en cause des transactions foncières	-	0
Répartition inégale des terres	-	0
Restitution des biens	-	0
Successions	-	22
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	3
Ne sait pas	-	0
Autre	-	0

Analyse Protection

Le secteur de la protection est en crise extrême (Sévérité 5), caractérisée par une exposition généralisée à la violence pour tous les groupes, dans un contexte d'impunité totale. La présence d'un nombre élevé d'Enfants Non Accompagnés (ENA) (estimé à près de 30 par site) confirme une crise de séparation familiale et une vulnérabilité critique. Les menaces varient selon l'âge et le genre, allant des arrestations arbitraires et coups/blessures pour les hommes, aux violences conjugales et sexuelles pour les femmes. La situation des enfants est particulièrement grave : les filles sont victimes de violences sexuelles et de mariages forcés, tandis que les garçons sont exposés au pillage et à l'enrôlement forcé par les milices. L'échec des mécanismes de redevabilité est flagrant : aucun service de prise en charge des VBG n'est disponible, et seul 1 % des ménages pense pouvoir accéder à la justice ou à un soutien psychosocial. Ce vide conduit à une sous-estimation massive des violences sexuelles et à l'impunité, aggravé par des tensions sociales croissantes, notamment l'accaparement des terres, qui fragilise la cohésion avec les communautés hôtes.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	65%	-	1
Plus de 1 heure	35%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	99%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	26	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	45%	-	
Filles (Primaire)	47%	-	
Garçons (Secondaire)	65%	-	
Filles (Secondaire)	68%	-	
Total	56%	-	4

Taux total $\geq 70\% = \text{Sévérité } 5; 51\% - 69\% = \text{Sévérité } 4; 36\% - 50\% = \text{Sévérité } 3; 16\% - 35\% = \text{Sévérité } 2; \leq 15\% = \text{Sévérité } 1$

Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)

Manque de moyens pour payer l'école	58%	-
Ecole trop éloignée	4%	-
Interruption suite à un déplacement / retour	15%	-
Destruction de l'école	14%	-
Occupation de l'école	0%	-
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-
Absence des enseignants	0%	-
Enfant est perturbé (stress, trauma)	1%	-
Enfant jamais allé à l'école	6%	-
Autre	1%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	22	22
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	3	3
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

(Fréquence de réponses pondérée)³

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
22	22
0	0
0	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
3	3
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	67%
Avant la crise	-	89%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	79%
Avant la crise	-	97%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	60
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	27

Analyse Éducation

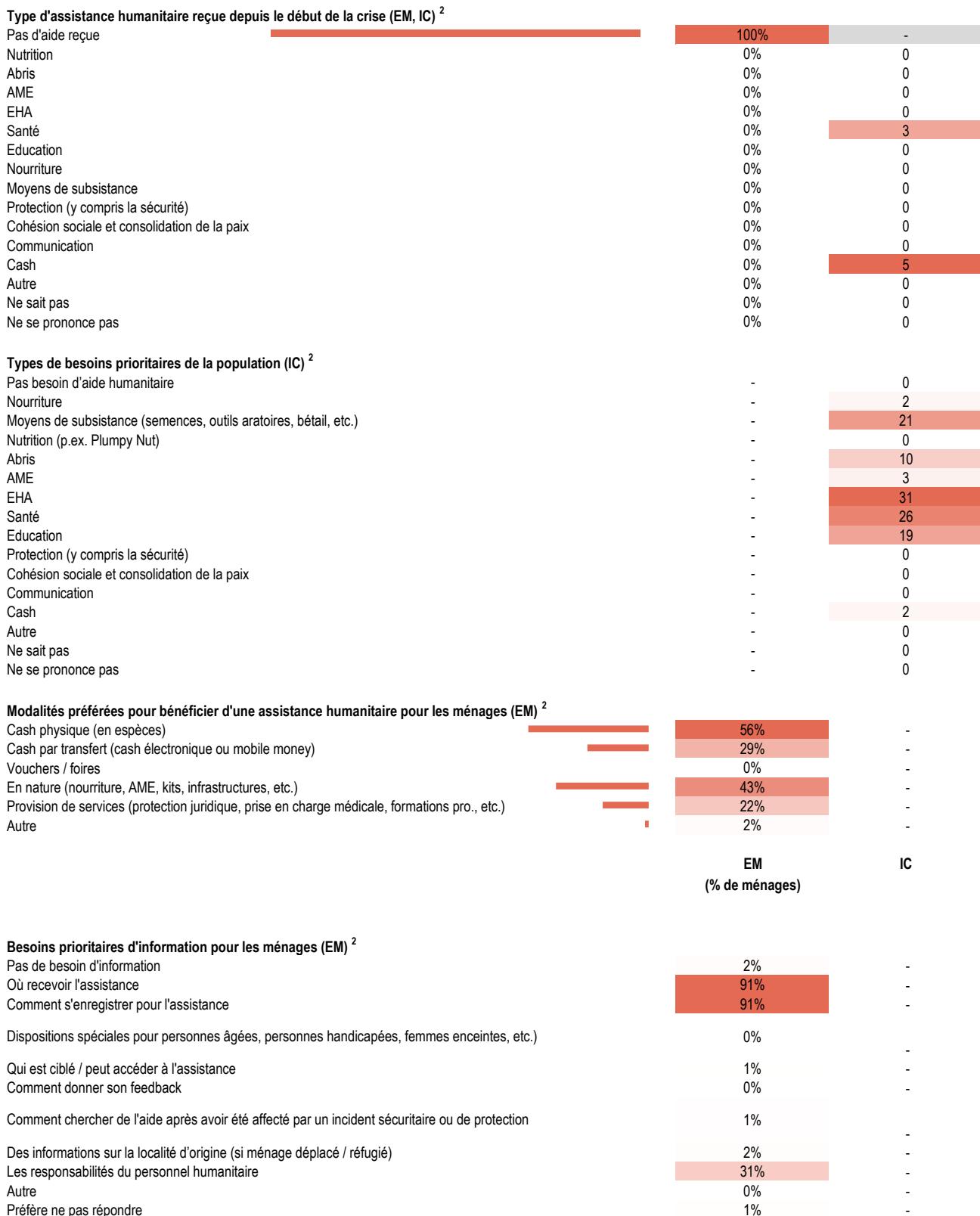
Le secteur de l'éducation à Popokabaka demeure en crise sévère (Sévérité 4), marquée par des barrières financières écrasantes et une forte déscolarisation. La principale raison de non-scolarisation est l'incapacité de payer les frais et fournitures (58 % des ménages), confirmant que la crise est avant tout une barrière d'accès économique. Cette barrière est encore plus critique pour les filles de 6 à 11 ans, où l'impossibilité de payer le matériel scolaire est la raison évoquée dans la quasi-totalité des réponses (22 réponses pondérées). Malgré la disponibilité physique des écoles (65 % des ménages y accèdent en moins d'une heure), le taux de non-fréquentation est élevé : près de la moitié des enfants ne sont ni inscrits ni ne fréquentent régulièrement. L'impact de la crise est visible par le fort décrochage des déplacés (jusqu'à 47 % des filles du primaire n'étant pas allées à l'école récemment) et une surcharge alarmante : le ratio moyen actuel est de 80 élèves par enseignant, soit plus de trois fois la norme (27:1), compromettant gravement la qualité de l'enseignement.

APP

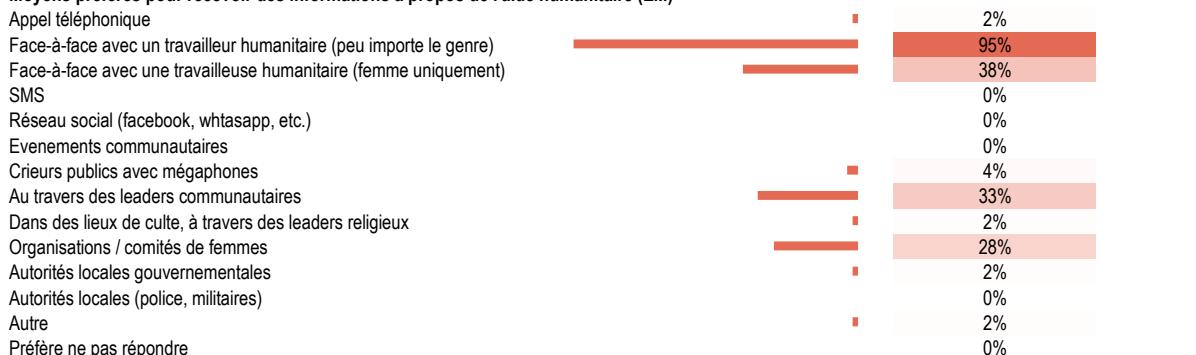
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - APP		38	

Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)

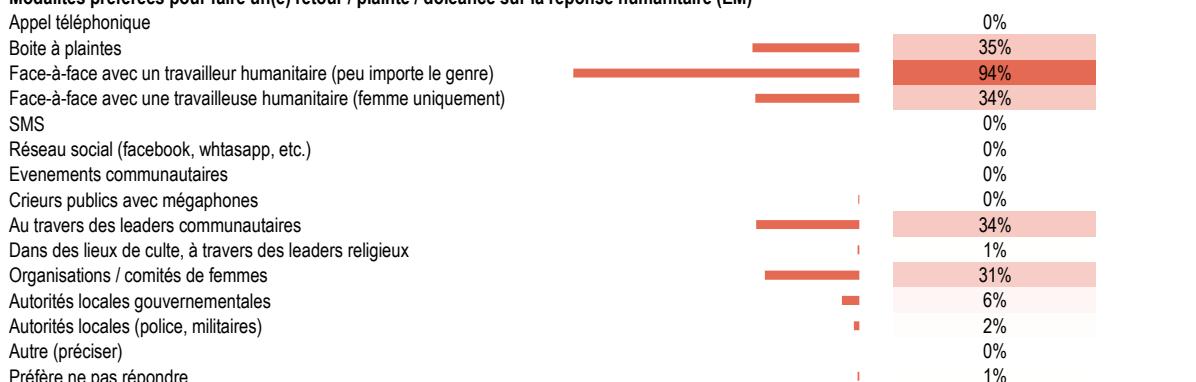
Non



Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²



Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²



Analyse AAP

L'analyse de la Redevabilité envers les Populations Affectées (AAP) révèle une crise de transparence et d'accès à l'aide humanitaire à Popokabaka. En dépit de besoins multisectoriels clairs (Moyens de subsistance, AME, EHA) et du fait que 100 % des informateurs clés indiquent que les ménages n'ont reçu aucune assistance depuis le début de la crise, les mécanismes de communication et de plainte sont pratiquement inexistant. Le principal obstacle cité par les ménages est le manque d'information (91 %) sur la manière d'accéder à l'aide. Plus alarmant encore, 86 % des ménages ne savent vers qui se tourner pour signaler un fait ou obtenir de l'aide, expliquant pourquoi 94 % n'ont jamais formulé de plainte; l'absence de canaux accessibles génère un sentiment d'iniquité et une profonde méfiance. Bien que l'appel téléphonique (99 %) soit le mode de communication privilégié pour recevoir des informations, le manque de redevabilité de la part des acteurs humanitaires rend l'aide opaque et inéquitable, sapant l'efficacité des interventions futures et exigeant la mise en place urgente de mécanismes de plainte clairs.

Conclusions générales et commentaires

La crise humanitaire à Popokabaka, analysée du 11 au 14 septembre 2025, est d'une gravité absolue et provoque une détérioration rapide des conditions de vie, poussant la survie des populations déplacées à ses limites. La conclusion est sans appel : la zone est en Urgence Vitale due à une crise nutritionnelle et alimentaire critique, avec une Malnutrition Aiguë Globale de 41 % et 74 % des ménages souffrant d'insécurité alimentaire sévère, la majorité survivant avec un seul repas par jour et ayant épuisé toute stratégie de survie. Ce dénuement alimentaire est exacerbé par un Déficit Structurel des services de base, l'accès à l'eau étant insalubre (63 % utilisent l'eau de surface) et l'assainissement atteignant le niveau Sévérité 5 (Défécation à l'Air Libre massive), moteur d'épidémies actives (Rougeole) et d'une mortalité infantile élevée. Sur le plan social, la crise repose sur l'hospitalité sous forte tension (ratio de pression de 74 %), menaçant la cohésion sociale et la Crise de Protection de Sévérité 5, caractérisée par l'impunité totale des abus (VBG, ENA, et enrôlement armé), aucun service de prise en charge n'étant disponible. L'accès aux besoins est rendu impossible par une Barrière d'Accès double : un dénuement matériel universel (86 % en Sévérité 4-5 d'AME) et une crise d'accès financier à l'éducation (frais d'écolage, ratio 80:1) et aux soins (manque de médicaments et incapacité à payer). Finalement, l'Échec Opérationnel est flagrant, le manque de Redevabilité (AAP) constituant un obstacle majeur, car 100 % des IC confirment que les populations n'ont reçu aucune aide et n'ont aucun canal pour se plaindre, rendant toute aide future opaque et inefficace. Par conséquent, l'intervention doit être massive, multisectorielle et immédiate, ciblant prioritairement l'aide alimentaire et nutritionnelle thérapeutique, le soutien aux familles hôtes (AME et cash), et la mise en place d'EHA pour briser le cycle des maladies et de la mort.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présenté sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil*", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)